



Munich Personal RePEc Archive

**Foreign public assistance, governance,
and terrorism in west africa: what are
the implications?**

Issifou, Hamza

15 October 2023

Online at <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/118879/>
MPRA Paper No. 118879, posted 16 Oct 2023 14:02 UTC

Aides publiques étrangères, gouvernance et terrorisme en Afrique de l'ouest : quelles implications ?

Résumé

Cette étude vise à analyser les relations entre les aides publiques étrangères, la gouvernance et le terrorisme en Afrique de l'Ouest en explorant les implications économiques, politiques et sécuritaires. Les résultats montrent que les aides étrangères influencent positivement la gouvernance et ce, quel que soit le groupe auquel le pays appartient. Nos résultats montrent également que les aides ont un impact positif sur le revenu par habitant de façon générale. Cependant, dans les pays durement touchés par le terrorisme (Burkina Faso, Mali, Niger, Nigéria), les aides affectent négativement la croissance économique et la fréquence des attaques mais n'ont pas d'impacts sur les dépenses militaires. Les résultats soulignent l'importance de politiques de développement économique solides à travers des opportunités d'emploi, de bonnes pratiques de gouvernance et de la coopération régionale pour lutter contre le terrorisme.

Abstract

This study aims to analyze the relationships between foreign public aid, governance and terrorism in West Africa, exploring the economic, political and security implications. The results indicate that foreign aid has a positive influence on governance, regardless of the country's group affiliation. The findings also show that aid has a generally positive impact on per capita income. However, in countries severely affected by terrorism (Burkina Faso, Mali, Niger, Nigeria), aid negatively affects economic growth and the frequency of attacks but has no impact on military expenditures. The results underscore the importance of robust economic development policies through employment opportunities, good governance practices, and regional cooperation in the fight against terrorism.

Mots clés : Aides publiques étrangères, gouvernance, terrorisme

Keywords: Foreign aid, governance, terrorism

Introduction

L'Afrique de l'Ouest, région aux multiples facettes, se trouve à la croisée d'enjeux économiques, politiques et sécuritaires majeurs. Elle est une région potentiellement riche en

diversité culturelle, en ressources naturelles et ressources marines, en ressources humaines, en tourisme, en énergies renouvelables,... (Blein et al., 2008 ; Ramdoo, 2019) Cependant, la réalisation de ces potentialités nécessite des investissements, des réformes structurelles ciblées, une bonne gouvernance et une coopération régionale et internationale solide pour surmonter les défis tels que la pauvreté, les conflits, la corruption et les questions environnementales (El jabri, et al., 2022). Parmi ces défis, trois éléments clés se démarquent : les aides publiques étrangères, la gouvernance interne et la menace persistante du terrorisme. Leur convergence crée un terrain d'analyse particulièrement intrigant, où les interactions entre ces facteurs révèlent des implications profondes pour la stabilité et la croissance de la région. Ce contexte appelle à une analyse rigoureuse et approfondie pour mieux comprendre comment les aides publiques étrangères peuvent influencer la gouvernance dans un environnement où le terrorisme prospère. En outre, il est essentiel d'examiner comment ces dynamiques peuvent potentiellement façonner la trajectoire économique de la région, en ayant des répercussions sur des domaines tels que l'investissement étranger, la croissance économique et le bien-être des populations locales.

Les aides publiques étrangères, souvent perçues comme des catalyseurs du développement, jouent un rôle essentiel (Griffon, 2014 ; Tavares, 2003) dans la dynamique économique de l'Afrique de l'Ouest. Toutefois, leur impact réel sur la gouvernance et la sécurité reste sujet à débat surtout durant ces dix dernières années. La qualité de la gouvernance, quant à elle, est un facteur central dans la capacité des États à gérer efficacement les ressources et à répondre aux besoins de leurs citoyens. L'incidence de la gouvernance sur la distribution équitable des aides et sur la prévention du terrorisme confère à ce concept une importance cruciale.

La montée du terrorisme en Afrique de l'Ouest, caractérisée par des groupes armés opérant aux marges des États et sapant leur autorité, a créé une nouvelle dimension de complexité. La menace terroriste influence les dynamiques économiques et sociopolitiques de la région, créant ainsi des liens profonds avec les questions d'aides publiques et de gouvernance. Cette interaction complexe entre les trois facteurs soulève des questions fondamentales quant aux politiques à adopter pour favoriser le développement durable et la stabilité. Divers travaux ont été consacrés à l'effet de l'aide publique étrangère (McGillivray, 2000 ; Ouattara, 2006), néanmoins leurs résultats sont assez divergents d'une part et d'autre part on note une carence des études portant sur les implications des aides sur la qualité de la gouvernance en rapport avec le terrorisme. La question phare qui mérite d'être élucidée est la suivante : Quelles sont les implications des aides publiques au développement sur la gouvernance et le terrorisme ?

L'objectif principal de cette étude est d'analyser en profondeur les relations entre les aides publiques étrangères, la gouvernance et le terrorisme en Afrique de l'Ouest, afin de déterminer les implications économiques, politiques et sécuritaires de ces interactions complexes sur la région. De façon spécifique, on vise à évaluer l'impact des aides publiques étrangères sur les indicateurs de la gouvernance et économiques régionaux tels que la croissance économique, la lutte contre la corruption...(i) et examiner les principales caractéristiques de la gouvernance dans la sous région tout en identifiant les zones touchées par le terrorisme en Afrique de l'Ouest et en examinant les facteurs d'influence (ii).

Dans un contexte où se développe le terrorisme, ces objectifs sous tendent les hypothèses suivantes : les aides publiques au développement associées à une bonne gouvernance contribue à la réduction du terrorisme (H1); les aides publiques étrangères retardent le développement économique de certains pays de l'Afrique de l'Ouest (H2). Cette étude s'appuie sur une analyse rigoureuse en combinant des données empiriques, des modèles économiques et une évaluation critique de la littérature existante. En examinant de manière approfondie les implications des aides publiques étrangères, de la gouvernance et du terrorisme en Afrique de l'Ouest, notre étude vise à apporter une contribution substantielle à la compréhension des dynamiques économiques et sécuritaires de la région. En adoptant une approche rigueur et méthodologique, nous cherchons à explorer les liens complexes entre ces trois facteurs, en utilisant des données empiriques, des analyses quantitatives et des méthodes de recherche académiques établies. Cette démarche nous permettra d'offrir des informations précieuses pour les chercheurs, les décideurs politiques et les praticiens soucieux de mieux comprendre et de répondre efficacement aux défis sécuritaires et économiques auxquels fait face l'Afrique de l'Ouest. Par la mise en lumière des interactions complexes entre ces facteurs, nous aspirons à fournir des perspectives éclairantes pour les décideurs, les chercheurs et les praticiens travaillant à la promotion d'un avenir plus stable et prospère pour l'Afrique de l'Ouest. Afin d'atteindre ces objectifs, cet article débute par une revue de la littérature, élabore ensuite un cadre analytique, propose un modèle estimatif, présente les résultats obtenus, l'interprète, et formule enfin des recommandations politiques.

I- Revue de la littérature

La notion de l'aide publique étrangère est aussi problématique que son apport aux différents secteurs de l'économie. En effet, diverses définitions de l'aide publique au développement existent, l'une des plus courantes est celle du Comité d'Aide au Développement (CAD) de l'OCDE. Il définit l'aide publique étrangère comme étant l'ensemble des ressources fournies aux pays et territoires figurant sur la liste des bénéficiaires des institutions multilatérales, sous réserve de deux critères essentiels notamment :

- Les ressources doivent provenir d'organismes étatiques.
- toute action financière doit principalement viser à favoriser le développement économique et à améliorer la qualité de vie des pays en développement. De plus, elle doit être assortie d'avantages spécifiques et comporter une part de générosité d'au moins 25 %, calculée en fonction d'un taux d'actualisation de 10 %.

Les aides destinées aux pays en développement ont pour objectifs de financer leurs investissements et brûler des étapes préalables au décollage. Favoriser le développement économique des pays en voie de développement à travers des aides reste sujet des débats accablants. Plusieurs recherches approfondies ont été conduites suscitant des discussions animées qui ont conduit à l'émergence de trois positions bien définies. D'abord les partisans de l'aide publique au développement qui soutiennent qu'il existe une relation positive entre l'aide publique étrangère et l'amélioration de la situation économique des pays bénéficiaires (Sachs, 2005 ; Stiglitz, 2007 ; Shleifer, 2009). Une autre forme de positionnement qui émerge de ces débats est celle qui stipule que l'aide est inefficace, sous d'autres cieux, elle perpétue le cycle de la pauvreté dans les pays bénéficiaires à travers la dépendance, fait dérailler la croissance économique durable et est source d'autres formes d'asservissements (Friedman, 1958 ; Moyo, 2009). Certains chercheurs, notamment ceux du troisième groupe, conditionnent l'efficacité de l'aide à la manière dont elle est allouée et les caractéristiques des pays bénéficiaires telles que la gouvernance, l'engagement, les institutions (Riddell, 2008 ; Morrisey et al., 2005). Dans un modèle dit « d'aide efficace » proposé par Collier et Dollar (2001), ils trouvent que la capacité de l'aide à améliorer la situation économique dépend essentiellement de la qualité de la politique économique. Ainsi, l'effet combiné d'aide et d'une bonne politique économique conduit certainement à la réduction de la pauvreté et à la croissance économique. Cependant, il existe une interprétation selon laquelle l'aide favorise effectivement la croissance économique, une réduction de la pauvreté comme le montrent Mahembe et Odhiambo (2017), les canaux par lesquels l'aide publique affecte la pauvreté comprennent la croissance économique, les dépenses publiques favorables aux pauvres (telles que l'éducation, la santé et d'autres programmes sociaux), l'effet de stabilisation

macroéconomique et le financement des infrastructures et d'autres initiatives de développement. Même si dans une certaine mesure, les aides favorisent la croissance économique, Yahaya (2010) trouve que c'est aussi un canal par lequel la puissance colonisatrice exerce sur les pays colonisés. Dans certaines conditions, seul un rapport colonial est déterminant pour l'octroi des aides (Alesina et Dollar, 2000).

Étymologiquement, le terme « gouvernance » vient du grec « kybernetes et kybernan », et fait référence à la navigation et à la conduite du timonier. Patrick (2019) définit la gouvernance comme « formes de pilotage, de coordination et de direction des individus, des groupes, des secteurs, des territoires, et de la société, au-delà des organes classiques du gouvernement ». C'est aussi l'exercice de l'autorité ou la répartition du pouvoir. Kaufman et al., (2003) voient la gouvernance comme un concept qui englobe presque toujours l'efficacité des pouvoirs publics, la stabilité politique et l'absence de violence, la voix citoyenne et la responsabilisation, la qualité de la réglementation, la primauté du droit et la lutte contre la corruption. Tous ces éléments réunis font de la gouvernance une « bonne gouvernance ». Des études ont indexé la gouvernance comme étant l'origine fondamentale des différents rythmes de croissance dans les pays notamment ceux en voie de développement (Rodrik et al., 2009). Dans les années 1990, les recherches ont évolué vers une approche qui souligne l'importance de considérer les institutions, les aspects politiques, et les modes de gouvernance dans le domaine des politiques de développement. Des auteurs tels que Ouidade (2010) ont contribué à cette perspective convergente. Parmi les travaux les plus renommés dans ce domaine, on peut citer ceux réalisés par Mauro (1995) ainsi que par Kaufmann et al. (2002). Selon leur perspective, la qualité de la gouvernance politique et institutionnelle jouent un rôle crucial dans l'explication du succès ou de l'échec de divers modèles de développement économique. Dans l'exercice de la gouvernance, les dirigeants peuvent créer une certaine forme d'exclusion qui prend certaine connotation. Ces formes d'exclusion résultent de la mauvaise gouvernance et engendrent le chômage, les inégalités sociales et de revenu, la pauvreté. Cela peut dans certains cas déboucher sur des conflits armés, la criminalité et même du terrorisme.

En se référant à Sandler et al., (1983), on peut décrire le terrorisme comme l'utilisation planifiée, menaçante ou effective de la force ou de la violence dans le but d'atteindre un objectif politique en provoquant la peur, la contrainte ou l'intimidation. Il est important de noter que cette définition ne fait pas unanimité, néanmoins elle est largement partagée. Plusieurs chercheurs se sont penchés sur l'étude du terrorisme en Afrique, notamment Chaliand et Blin (2015), Fofack (2019), et Kante (2020). Le point commun de ces études dans une certaine mesure est le développement et l'expansion des groupes terroristes en Afrique.

La floraison des groupes terroristes en Afrique est attribuée aux problèmes de gouvernance, notamment l'injustice, la corruption, le népotisme et la répression armée des revendications populaires dans les États africains (Boukhazara, 2021). D'une part, les mauvaises conditions économiques et le manque d'opportunités économiques créent un terrain propice à l'émergence du terrorisme et de la violence politique. Lorsque les individus font face à la pauvreté, au chômage et à l'absence d'espoir d'amélioration de leurs conditions de vie, ils peuvent devenir vulnérables à l'endoctrinement et à la manipulation par des groupes extrémistes. Le désespoir économique peut conduire certains à embrasser des idéologies radicales et à participer à des activités terroristes dans l'espoir de trouver un sens à leur existence ou de se venger des injustices sociales et économiques qu'ils subissent. D'après les recherches menées par Lee et McDonald (2001), il existe une forte corrélation entre un revenu faible, un statut professionnel précaire et la probabilité de s'engager dans ces genres d'activités. En outre, Raphael et Winter-Ebmer (2001) ont avancé que le chômage constitue le principal mécanisme sous-jacent à la relation entre la pauvreté et la criminalité. Il est important de noter que bien que la criminalité et le terrorisme soient distincts, ils peuvent parfois se chevaucher. Par exemple, le financement du terrorisme peut impliquer des activités criminelles telles que le trafic de drogue ou la contrebande impliquant parfois les membres des groupes terroristes. Il est également reconnu que le niveau d'éducation des jeunes décourage la criminalité et le terrorisme

Empiriquement, plusieurs études ont été menées pour évaluer l'impact des aides publiques au développement. Alvi et Senbêta (2012) ont mené une étude approfondie portant sur l'impact de l'assistance étrangère sur le taux de pauvreté au sein d'un échantillon de 79 pays en développement. Cette recherche a couvert la période allant de 1981 à 2004. De plus, les résultats de cette étude indiquent que l'assistance multilatérale et les subventions contribuent à la réduction de la pauvreté, tandis que l'assistance bilatérale et les prêts n'ont pas un impact positif. Gomanée et al. (2005) ont examiné l'hypothèse selon laquelle l'aide étrangère contribue à une amélioration du bien-être global en utilisant la méthode d'estimation des données de panel avec effets fixes sur un échantillon de 104 pays pour la période allant de 1980 à 2000. Leur étude révèle que le canal par lequel l'aide affecte indirectement le bien-être est la croissance. Beaucoup d'autres études ont conclu que l'aide peut contribuer à la croissance économique et ainsi servir d'outil pour réduire la pauvreté dans les pays en développement, comme cela a été suggéré par Arndt et al., (2010) ; Riedel et Sachs (2005), ainsi que Wennström (2007). D'autre part, certaines études empiriques ont suggéré que l'aide peut avoir des effets négatifs, notamment en augmentant la mauvaise gouvernance, en

favorisant l'instabilité politique et en remettant en question la souveraineté des États africains (Mahembe et Odhiambo, 2019).

II- Méthodologie

Les données de notre étude sont issues de la base de données WDI de la banque mondiale sauf les données sur le nombre d'attaques terroristes, les décès dus aux attaques terroristes qui viennent de « ourworldindata ».

Le modèle théorique qui guide notre analyse des relations entre l'aide au développement et la gouvernance s'appuie sur la théorie d'allocation de l'aide, initialement formulée par Maizels et Nissanke(1984) et enrichie ultérieurement par les travaux d'Akramov (2006). Cette théorie postule que le niveau d'aide fourni par un donateur est principalement déterminé par les besoins du pays bénéficiaire et les intérêts du donneur. Cependant, en élargissant cette théorie, nous pouvons incorporer d'autres variables pertinentes dans notre modèle d'analyse pour une meilleure compréhension des mécanismes sous-jacents.

Nous estimons d'une part des modèles linéaires multiples dans lesquels notre intention est d'évaluer l'impact des aides publiques étrangères sur les indicateurs de la gouvernance et les indicateurs économiques régionaux. D'autre part, un autre modèle linéaire multiple est estimé dans le but d'évaluer les effets des aides non seulement sur la gouvernance et sur les indicateurs économiques mais également sur le terrorisme et les autres variables explicatives. En outre, ce modèle est estimé en tenant compte des pays où les attaques terroristes sont plus récurrentes notamment le Nigeria, Niger... Notre étude couvre 22 années successives allant de 2000 à 2021. Nous considérons que les attaques sont récurrentes dans un pays si la moyenne des attaques sur la période étudiée est strictement supérieure à 5 attaques.

Nos équations se présentent comme suit :

$$\mathbf{LogApe}_{it} = \alpha_0 + \alpha_1 \mathbf{Voiac}_{it} + \alpha_2 \mathbf{Inf}_{it} + \alpha_3 \mathbf{GdpG}_{it} + \alpha_4 \mathbf{logGdph}_{it} + \mu_{it} \quad (1)$$

$t = 2000, \dots, 2021$, avec t la dimension temporelle et i la dimension individuelle, μ_{it} l'erreur de spécification.

Où la variable dépendante **Ape** est l'aide publique étrangère nette reçue par habitant, **GdpG** qui est le taux de croissance du PIB, **Gdph** le PIB par habitant, **Voiac** et **Inf** sont respectivement des variables liées à la gouvernance qui traduit « voix et responsabilité » et **Inf** l'inflation. **Voiac** est un indicateur qui évalue la qualité de la gouvernance dans un pays. Il examine la mesure dans laquelle les citoyens d'un pays ont la possibilité de s'exprimer sur

les questions politiques, d'exercer leurs droits civiques et de participer activement à la gouvernance de leur pays. C'est une mesure de la démocratie, de la transparence, de la participation citoyenne et de la responsabilité du gouvernement. Il est compris entre -2.5 (mauvaise gouvernance) et 2.5 (bonne gouvernance). L'équation (1) met en évidence l'impact des aides publiques au développement sur chacune de toutes ces variables explicatives.

$$\text{LogApe}_{it} = \alpha_0 + \alpha_1 \text{Voiac}_{it} + \alpha_2 \text{Inf}_{it} + \alpha_3 \text{GdpG}_{it} + \alpha_4 \log \text{Gdph}_{it} + \alpha_5 \text{nbrat}_{it} + \alpha_6 \text{Milexp}_{it} + \mu_{it} \quad (2)$$

Dans l'équation (2), *nbrat* désigne le nombre d'attaque dans à t et *Milexp* les dépenses militaires en pourcentage du PIB allouées à l'armée dans la lutte contre le terrorisme. L'équation (2) nous permet de mettre en évidence l'impact des aides au delà de la gouvernance sur le nombre d'attaque terroriste.

1- Présentation des résultats

Les statistiques descriptives de nos données sont consignées dans le tableau suivant.

Tableau 1: Statistiques descriptives

VARIABLES	(1) N	(2) sum	(3) mean	(4) sd	(5) min	(6) max
Voiac	352	-125.0	-0.355	0.582	-1.460	0.975
GdpG	352	1,493	4.240	4.533	-30.15	26.52
Gdph	352	366,860	1,042	793.6	138.7	3,928
Milexp	352	445.3	1.265	0.777	0.193	4.002
Ape	352	26,878	76.36	80.08	1.330	627.3
nbrat	352	7,906	22.46	94.02	0	713
Inf	352	2,340	6.647	11.86	-11.88	100.6

Source : calcul de l'auteur avec la base de données WGI et ourworldindata

Les statistiques de ces variables représentées dans le *Tableau 1*, montrent une moyenne des aides élevée en Afrique de l'Ouest (76,36%). En outre, les attaques sont importantes avec une moyenne de 22,46% contre 1,26% pour le capital par tête. Outre cela, les règles de la gouvernance ne sont pas tout à fait respectées. La valeur de -0,355 suggère que le niveau de "Voice and Accountability" dans le contexte des pays de l'Afrique de l'Ouest est inférieur à la moyenne (0 sur cette échelle). Dans ce cas, cela signifie que le niveau de participation citoyenne et liberté d'expression est légèrement plus proche d'une "mauvaise" gouvernance que d'une bonne gouvernance. Depuis 2020, les principes démocratiques sont mis à l'épreuve dans cette région d'Afrique à travers une vague des coups d'états et surtout dans les pays qui

font face au terrorisme faisant ainsi planer le doute sur la capacité des pays ouest africains à œuvrer pour une gouvernance saine et durable.

Tableau 2: Matrice de corrélation

	Ape	Milexp	Gdph	Voiac	GdpG	Inf	nbrat
Ape	1.000						
Milexp	-0.051	1.000					
Gdph	0.177	-0.009	1.000				
Voiac	0.455	-0.042	0.317	1.000			
GdpG	-0.054	-0.080	0.019	0.108	1.000		
Inf	-0.155	-0.202	-0.113	-0.104	0.069	1.000	
nbrat	-0.3010	0.0571	0.2937	-0.0533	-0.0584	0.048	1.00
						1	

Source : calcul de l'auteur avec la base de données WGI et ourworldindata

Le tableau 2 représente la matrice de corrélation entre les variables. Il résume les interactions existantes entre les variables. De façon générale, les variables explicatives sont très peu corrélées entre elles et à la variable à expliquer.

En vue de poursuivre notre analyse, nous allons d'abord implanter le modèle linéaire multiple où Ape est la variable à expliquer. Ce modèle se présente comme suit :

$$\mathbf{LogApe}_{it} = \alpha_0 + \alpha_1 \mathbf{Voiac}_{it} + \alpha_2 \mathbf{Inf}_{it} + \alpha_3 \mathbf{GdpG}_{it} + \alpha_4 \mathbf{logGdph}_{it} + \mu_{it} \quad (1)$$

L'objectif recherché en estimant cette équation est d'évaluer l'impact des aides publiques sur les indicateurs de la gouvernance comme participation citoyenne et liberté d'expression et ceux économiques tels que l'inflation, le revenu par tête et le taux de croissance du produit intérieur brut. Il s'en suit que nous voulons également étudier l'impact de l'aide sur la récurrence des attaques terroristes et les dépenses militaires, pour cela un deuxième modèle est posé et se présente comme suit :

$$\mathbf{LogApe}_{it} = \alpha_0 + \alpha_1 \mathbf{Voiac}_{it} + \alpha_2 \mathbf{Inf}_{it} + \alpha_3 \mathbf{GdpG}_{it} + \alpha_4 \mathbf{logGdph}_{it} + \alpha_5 \mathbf{nbrat}_{it} + \alpha_6 \mathbf{Milexp}_{it} + \mu_{it} \quad (2)$$

Etant donné que les menaces terroristes ne sont pas également réparties sur l'ensemble des pays de la sous région, nous avons sectionné les pays en deux groupes. D'une part, les pays où les attaques terroristes sont plus fréquentes, ce sont ceux là dont la moyenne des attaques est strictement supérieure à cinq. Il s'agit notamment du Nigéria, du Niger, du Mali et du

Burkina Faso. Ce sont les pays de l’Afrique de l’ouest durement impacté par les menaces terroristes. En 2021 par exemple, le Nigeria a essuyé 448 attaques ayant coûtées la vie à 1493 personnes. D’autre part, les pays dont la moyenne sur des attaques est inférieure ou égale à cinq sont classés dans un second groupe. Cette distinction en tenant compte des attaques nous permettra de saisir les impacts des aides au sein de chaque groupe. Ainsi pour chaque groupe l’équation 2 est estimée. L’équation (3) et (4) représente respectivement les pays du premier et du second groupe. Les résultats de ces estimations sont consignés dans le tableau suivant.

Tableau 3: Résultats des estimations

Ape	(1) Coef.	(2) Coef.	(3) Coef.	(4) Coef.
Gdph	0.534*** (0.067)	0.476*** (0.074)	0.155 (0.207)	0.331*** (0.082)
Voiaac	0.391*** (0.103)	0.417*** (0.106)	1.213*** (0.309)	0.536*** (0.114)
GdpG	-0.002 (0.006)	-0.003 (0.006)	-0.079*** (0.029)	0.002 (0.006)
Inf	0.007 (0.027)	0.003 (0.029)	-0.243*** (0.088)	0.012 (0.031)
Milexp		-0.009 (0.099)	0.169 (0.384)	0.009 (0.103)
nbrat		0.000 (0.000)	-0.002** (0.001)	-0.016 (0.021)
Constant	0.55 (.481)	0.969* (0.522)	3.826*** (1.252)	2.099*** (0.589)

Standard errors are in parenthesis ; *** $p < .01$, ** $p < .05$, * $p < .1$

Source : calcul de l’auteur avec la base de données WGI et ourworldindata

2- Interprétation des résultats

L’objectif visé par cette étude est d’analyser les relations entre les aides publiques étrangères, la gouvernance et le terrorisme en Afrique de l’Ouest, afin de déterminer les implications économiques, politiques et sécuritaires de ces interactions. L’équation (1) révèle qu’en tenant compte de la globalité des pays de l’Afrique de l’Ouest sans distinction des menaces terroristes, le revenu par habitant et les indicateurs de la gouvernance notamment la voix et responsabilité ont été déterminant dans le montant des aides publiques étrangères (APE) reçues par les habitants des pays d’Afrique de l’Ouest. Cela reflète la notion selon laquelle les pays qui améliorent leur gouvernance et atteignent un développement économique plus élevé sont plus susceptibles d’attirer des aides étrangères. En effet, un coefficient positif de 0,534 pour le revenu par habitant signifie que chaque augmentation de 0,534 unité dans le revenu par habitant est associée à une augmentation d’une unité dans l’Aide Publique Étrangère (APE), de même, un coefficient de 0,391 pour Voice and Accountability (Voix et

Responsabilité) indique que chaque augmentation de 0,391 dans ce score est associée à une augmentation d'unité de l'APE. Cela suggère que les pays qui affichent une meilleure participation citoyenne, une plus grande liberté d'expression, et une gouvernance plus transparente reçoivent plus d'aides publiques étrangères. Les bailleurs de fonds sont plus enclins à soutenir des gouvernements qui montrent des signes de bonne gouvernance. Ces dernières années, des recherches qui mettent en lumière les liens entre l'aide étrangère, la gouvernance et le développement ont fait l'objet des études. Des études comme celle de Sarah(2019), Ales (2019) et Martha (2016) ont trouvé également que la qualité de la gouvernance, joue un rôle essentiel dans l'octroi et l'efficacité de l'aide étrangère.

Dans un contexte global où l'on tient compte des attaques terroristes et des dépenses militaires (équation 2), de façon globale, les aides publiques étrangères n'ont pas d'impact sur la récurrence des attaques terroristes ni sur les dépenses militaires. En effet, les seules variables significatives restent le revenu par habitant et *voice and accountability*. Autrement dit, dans un contexte ouest africain où l'on examine attentivement les implications des aides publiques étrangères sur les attaques terroristes et les dépenses militaires (comme formulé dans l'équation 2), il ressort que les aides publiques étrangères n'ont pas d'impact significatif sur la fréquence des attaques terroristes ni la variation des dépenses militaires. Au contraire, les seules variables qui ont un effet significatif sont le revenu par habitant et la mesure de la gouvernance, "*voice and accountability*" (voix et responsabilité). En revanche, les variables du revenu par habitant et de "*voice and accountability*" (voix et responsabilité) se sont avérées significatives. Ainsi, un revenu par habitant élevé est associé à une réduction de la fréquence des attaques terroristes. Cela suggère que des conditions économiques plus favorables, telles que des opportunités d'emploi et une stabilité économique, peuvent dissuader les individus de s'engager dans des activités terroristes.

Cette vision des choses est particulièrement vraie dans les cas des pays côtiers notamment le Bénin, Cap vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Libéria, Mauritanie, Sierra leonne, Sénégal et le Togo (équation 4). En effet, près de 0,33 point de variation du revenu par tête est attribuée à la variation de près d'un point du des aides publiques étrangères. Parallèlement, les aides publiques étrangères agissent positivement sur la qualité de la gouvernance. Ainsi, la gouvernance est perçue comme un facteur clé dans le processus d'allocation de l'aide publique étrangère(APE), comme le soulignent les travaux d'Alesina et Dollar (2000). Leurs recherches confirment que la plupart des pays donateurs ont tendance à octroyer davantage d'APE aux nations qui démontrent une meilleure qualité de gouvernance. Cette constatation met en évidence l'importance du rôle de la gouvernance dans les choix

opérés par les pays donateurs en matière d'aide au développement. Elle souligne que la qualité des politiques de gouvernance joue un rôle significatif dans la détermination des flux d'APE vers les pays bénéficiaires.

L'étude des impacts des aides publiques étrangères (APE) sur la gouvernance et les indicateurs économiques révèle une dynamique complexe qui ne peut être pleinement appréhendée sans tenir compte de la spécificité et de la situation de chaque pays bénéficiaire. C'est particulièrement évident lorsqu'on considère la distinction entre les pays qui connaissent fréquemment des crises sécuritaires et ceux qui jouissent d'une stabilité relative sur le plan de la sécurité. Les résultats de notre analyse mettent en évidence des tendances surprenantes et importantes.

Tout d'abord, contrairement aux estimations précédentes, il est clair que les aides publiques étrangères n'ont pas d'impact positif sur les revenus par habitant dans le cas des pays du premier groupe, comprenant des nations telles que le Burkina Faso, le Mali, le Niger et le Nigeria. Pire encore, ces aides semblent agir négativement sur le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) de ces pays. Cette observation met en évidence l'importance cruciale de tenir compte des circonstances spécifiques de chaque pays, en particulier de ceux qui sont en proie à des défis sécuritaires majeurs.

Un fait marquant qui découle de notre analyse est que les aides publiques étrangères semblent agir de manière négative sur le nombre d'attaques terroristes. En d'autres termes, une augmentation des aides est corrélée avec une diminution du nombre d'attaques terroristes. Cela soulève des questions importantes quant à la manière dont l'APE peut être utilisée pour renforcer la sécurité et réduire les menaces terroristes dans des régions vulnérables.

Néanmoins, un point commun émerge de cette analyse : quel que soit le groupe auquel un pays appartient, les aides publiques étrangères ont des effets positifs sur la gouvernance. Dans le cas des pays du premier groupe (équation 3), une augmentation d'un point des aides est associée à une amélioration substantielle du score de gouvernance, équivalant à 1,21 point. Dans le cas des pays du deuxième groupe, cette amélioration est moindre mais toujours significative et s'élève à 0,53 point. Il est important de noter que cette différence est considérable, surtout si l'on exclut les dépenses militaires et le nombre d'attaques terroristes, où elle est de 0,39 (selon l'équation 1). En fin de compte, il est essentiel de souligner que l'impact des aides sur l'indicateur de la gouvernance dans les quatre cas d'estimation est statistiquement significatif au seuil de 1%. Ces constatations mettent en avant l'importance de l'APE en tant qu'outil pour promouvoir une meilleure gouvernance, même si les résultats varient selon les contextes nationaux et les défis auxquels font face les pays bénéficiaires. La

gestion judicieuse des aides étrangères reste donc un enjeu majeur pour les décideurs et les acteurs du développement dans la région.

III- Recommandations et conclusion

Notre étude menée sur les relations entre les aides publiques étrangère, la gouvernance et le terrorisme en Afrique de l'Ouest a mis en lumière des résultats significatifs et des implications importantes pour la région. En se basant sur ces résultats, nous faisons des recommandations suivantes pour les décideurs politiques, les bailleurs de fonds internationaux et les acteurs du développement.

- 1- Investir dans le Développement Economique : Les résultats de l'étude mettent en évidence l'importance d'investir dans le développement économique, en particulier en créant des opportunités d'emploi, en assurant la stabilité économique et en améliorant le revenu par habitant. Une croissance économique solide peut contribuer à dissuader les individus de s'engager dans des activités terroristes.
- 2- Promouvoir les pratiques de bonnes gouvernances : Les résultats de l'étude soulignent l'impact positif des aides publiques sur la gouvernance. Il est donc recommandé de mettre en œuvre des politiques visant à améliorer la transparence, la responsabilité et la participation citoyenne. Les gouvernements devraient s'efforcer d'adopter des mesures qui renforcent la qualité de la gouvernance, ce qui peut à son tour attirer davantage d'aides et favoriser un développement durable.
- 3- Renforcer la Coopération Régionale : Étant donné que le terrorisme ne connaît pas de frontières, la coopération régionale est essentielle pour lutter contre ce fléau. Les pays d'Afrique de l'Ouest devraient collaborer en matière de sécurité et d'intelligence pour contrer les menaces terroristes qui pèsent sur la région. Les pays de la sous région qui sont moins touché par le terrorisme peuvent également participer aux efforts des pays durement touchés, ainsi, ils en finiront avec ce fléau. Néanmoins, il faut reconnaître que les aides placent les pays durement touchés dans un dilemme : s'occuper des attaques à travers les aides au prix de la décélération de la croissance de leur PIB ou renoncer aux aides tout en sachant qu'une relation inverse existe entre les aides d'une part le nombre d'attaques terroristes et le taux de croissance d'autre part ?

En conclusion, L'objectif principal de cette étude était d'analyser les relations entre les aides publiques étrangères, la gouvernance et le terrorisme en Afrique de l'Ouest, dans le but de déterminer les implications économiques, politiques et sécuritaires de ces interactions. Pour ce

faire, deux objectifs spécifiques ont été poursuivis : évaluer l'impact des aides publiques étrangères sur les indicateurs de la gouvernance et économiques régionaux, et examiner les principales caractéristiques de la gouvernance dans la région. Nos résultats montrent que les aides agissent positivement et significativement sur la gouvernance et ceux quelque soit le groupe auquel appartient le pays. Il y a également un effet positif sur le revenu par habitant même si cela n'est pas vérifié dans le cas des pays ayant essuyé de nombreuses attaques. Dans ces pays là, les aides agissent négativement sur leur croissance économique.

Références bibliographiques

- 1- Alesina, A., & Dollar, D. (2000). Who gives foreign aid to whom and why?. *Journal of economic growth*, 5, 33-63.
- 2- Arndt, C., Jones, S. et Tarp, F. (2010). Aide, croissance et développement : avons-nous bouclé la boucle ?. *Journal de la mondialisation et du développement* , 1 (2
- 3- Bermeo, S. B. (2017). Aid allocation and targeted development in an increasingly connected world. *International Organization*, 71(4), 735-766.
- 4- Berr, E. (2007). Le financement du développement. Introduction. *revue tiers monde*, (4), 765-770.
- 5- Blein, R., Soulé, B. G., Faivre-Dupaigre, B., & Yérima, B. (2008). Les potentialités agricoles de l’afrique de l’ouest. *cedeao, farm*.
- 6- Chaliand, G., & Blin, A. (eds.). (2016). *The history of terrorism: from antiquity to isis*. univ of california press.
- 7- De la Cuesta, B., Martin, L., Milner, HV et Nielson, DL (2021). aide étrangère, revenus pétroliers et responsabilité politique : Preuves de six expériences au ghana et en ouganda. *La revue des organisations internationales*, 16 , 521-548.
- 8- El jabri, S. (2022). la corruption : Lecture à la lumière de la nouvelle économie institutionnelle. *Revue internationale de comptabilité, finance, audit, gestion et économie* , 3 (3-1), 49-63.
- 9- Fofack, E. W. (2019). Sécurité collective en afrique centrale : Le leadership du cameroun à l’épreuve du volontariat du tchad. dans fofack, e. w. et elong fils, f.-x. (dir). Cameroun, les dynamiques de construction du leadership en afrique centrale. regards croisés (p. 55-78). Paris, france : L’harmattan.
- 10- Friedman, M. (1958). foreign economic aid: means and objectives. In *foreign aid*(pp.). harmondsworth: penguin. j.bhagwati & r.eckhaus (eds.), 500–516.
- 11- Gomanee, K., Girma, S., & Morrissey, O. (2005). Aid, public spending and human welfare: evidence from quantile regressions. *journal of international development*, 17(3).
- 12- Griffon, M. (2014). Les défis de l’aide au développement. *projets*, (1), 54-61.
- 13- Kante Mady Ibrahim. (2020). Gestion des menaces terroristes au sahel et en afrique de l’ouest », *revue africaine sur le terroriste*, volume 10, 1, p. 69-83.
- 14- Kaufmann, D., Kraay, A., Lora, E., & Pritchett, L. (2002). Growth without governance [with comments]. *Economia*, 3(1), 169-229.

- 15- Le Galès, P. (2019). gouvernance.
- 16- Mahembe, E., & Odhiambo, N. M. (2017). On the link between foreign aid and poverty reduction in developing countries. *revista galega de economia*, 26(2), 113-128.
- 17- Mahembe, E., & Odhiambo, N. M. (2019). Foreign aid, poverty and economic growth in developing countries: a dynamic panel data causality analysis. *cogent economics & finance*, 7(1), 1626321.
- 18- Maizels, A., & Nissanke, M. K. (1984). Motivations for aid to developing countries. *World development*, 12(9), 879-900.
- 19- Mauro, P. (1995). Corruption and growth. *The quarterly journal of economics*, 110(3), 681-712.
- 20- McGillivray, M., & Morrissey, O. (2000). Aid fungibility in assessing aid: red herring or true concern?. *Journal of international development*, 12(3), 413-428.
- 21- Moyo, D. (2009). Pourquoi l'aide étrangère nuit à l'Afrique. *Le wall street journal* , 21 (1-2), 1-5.
- 22- Nkoue, E. M. (2021). La coopération des populations civiles avec les forces de défense et de sécurité dans la lutte contre le terrorisme au Cameroun. *Revue africaine sur le terrorisme*, 11(3), 73-86.
- 23- Ouidade, F. (2010). Social norms and taboos.
- 24- Ramdoo, I. (2019). L'Afrique des ressources naturelles. *International institute for sustainable development (iisd)*.
- 25- Raphael, S., & Winter-Ebmer, R. (2001). Identifying the effect of unemployment on crime. *the journal of law and economics*, 44(1), 259-283.
- 26- Riddell, R. C. (2008). *Does foreign aid really work?*. oup oxford.
- 27- Riedel, J., & Sachs, J. D. (2005). The end of poverty: economic possibilities for our time. *international journal*, 60(3).
- 28- Sachs, J. D. (2005), *investir dans le développement : plan pratique pour réaliser les objectifs du millénaire pour le développement*, rapport du « projet du millénaire » mis en œuvre par le secrétaire général des Nations unies
- 29- Sandler, T., Tschirhart, J. T., & Cauley, J. (1983). A theoretical analysis of transnational terrorism. *American political science review*, 77(1), 36-54.
- 30- Sen, A. (2014). Development as freedom (1999). *The globalization and development reader: perspectives on development and global change*, 525.
- 31- Shleifer, A. (2009). Peter Bauer et l'échec de l'aide étrangère. *Cato j.* , 29 , 379.

32- Tavares, J. (2003). Does foreign aid corrupt?. *Economics letters*, 79(1), 99-106.

33- Wennström, J. (2007). Making globalization work by Josephstiglitz. *economic affairs*, 27(2).